



***PREMIER FONDS NATIONAL DE REVENUS
ALARMCAP***

RAPPORT TRIMESTRIEL

3^e trimestre

**Pour le trimestre terminé
le 30 septembre 2005**



Message aux détenteurs de parts,

Les points culminants pour le troisième trimestre se terminant le 30 septembre 2005 sont les suivants :

- Le revenus totaux ont été de 7,8M\$, une augmentation de 34,000 \$ sur le trimestre précédent.
- Le BAIIA a diminué de 59 000 \$ à 4,4M\$ suite à une dépenses non récurrente de cessation.
- Les charges d'amortissement ont augmenté de 169 000 \$ suite à l'achèvement du Plan d'Arrangement avec Les Entreprises Microtec en juin 2005.
- Le bénéfice net a diminué de 271 000 \$ par rapport au trimestre précédent en raison d'une dépense non récurrente de cessation et d'une augmentation de la dépense d'amortissement.
- Les liquidités distribuables ont diminué de 2,13M \$ du trimestre précédent à 1,58M \$ au troisième trimestre suite aux coûts de remplacement de clients, aux investissements et aux frais de cessation (prime de départ) qui se sont élevés à 330 000 \$.

Le troisième trimestre est la période durant laquelle plusieurs propriétaires et locataires déménagement dans la province de Québec. Cela en fait une période de défi pour la division Microtec du Fonds qui voit augmenter les annulations de clients pendant cette période. Ces annulations ont fait augmenter les coûts de remplacement de clients de 322 000 \$ par rapport trimestre précédent lesquels ont eu un impact défavorable sur les liquidités distribuables. Par contre, nous sommes heureux de souligner que le nombre de clients qui ont déménagés pendant le trimestre et qui ont résigné à nouveau avec nous, s'est accru de 25,6 % pendant ce trimestre, en comparaison avec le même période de l'année dernière, grâce à un effort concentré sur le suivi de ces clients pendant cette période. L'attrition et les coûts de remplacement de clients devront être normalisés et améliorés dans les prochains trimestres par des initiatives comme celles récemment adoptées par la division Microtec, afin de réduire l'attrition.

Les liquidités distribuables ont aussi diminué suite à des dépenses d'immobilisation plus élevées de 122 000 \$ que de la période précédente. Des frais de cessation de 65 000 \$ ont aussi défavorablement affecté le BAIIA. Ces charges ont été encourues suite à des initiatives pour consolider le service à la clientèle et les opérations de télésurveillance, ainsi que la mise à jour de systèmes. L'investissement dans ces projets devrait être compensé par la vente d'immeubles appartenant au Fonds, mais non nécessaires pour ses opérations. On s'attend à ce que cette initiative améliore l'efficacité dans le futur.

(signé)
Adrien D. Pouliot
Président du Conseil

(signé)
Len Sudermann
Président et chef de la direction

Calgary, Alberta
Le 10 novembre 2005

PREMIER FONDS NATIONAL DE REVENUS ALARMCAP

ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

Cette analyse financière de la direction qui suit comprend la revue des résultats financiers consolidés de Premier fonds national de revenus AlarmCap (« le Fonds »). Elle doit être lue de concert avec les états financiers consolidés du Fonds et les Notes afférentes pour la période terminée le 30 septembre 2005. Les résultats sont présentés en milliers de dollars canadiens sauf indication contraire et ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR »).

Retour sur la formation du Fonds

Le Fonds est une fiducie à capital variable, non dotée de la personnalité juridique et à but limité et ses parts du fonds de catégorie A sont inscrites à la bourse de Toronto sous le symbole « FNA.UN ». Il a été établi pour acquérir la quasi-totalité des actifs et des actions de Les Entreprises Microtec inc. (« Microtec ») et la quasi-totalité des actifs de Securex Master Limited Partnership (« Securex »).

Microtec, créée en 1989 et située à Québec et Montréal, est l'une des plus importantes sociétés de télésurveillance résidentielle au Canada avec ses quelque 94,000 abonnés au 30 septembre 2005. Securex, créée en 1994 et basée à Calgary avec des distributeurs indépendants à travers le Canada, offre du crédit distinct aux distributeurs d'alarme indépendants avec approximativement 16 000 comptes clients

Actifs totaux achetés et la considération payée par le Fonds ont été:

	Microtec	Securex	TOTAL
	\$	\$	\$
Actifs totaux achetés	83 445 000	22 000 000	105 445 000
Considération payée			
Liquidités provenant de l'émission de 14 800 000 unités de catégorie A pour 37 000 000 \$ moins les dépenses pour l'émission de 3 562 000 \$ et moins le fonds de roulement de 3 498 000 \$	29 940 000	-	29 940 000
Liquidités provenant de la dette bancaire	45 000 000	-	45 000 000
Émission de 615 384 unités de catégorie A	1 000 000	-	1 000 000
Émission de 2 602 000 unités de catégorie A	6 505 000	-	6 505 000
Émission de 7 000 00 unités de catégorie B	-	17 500 000	17 500 000
Émission de billets à demande	1 000 000	4 500 000	5 500 000
	83 445 000	22 000 000	105 445 000

États consolidés des résultats

Produits d'exploitation

Télésurveillance et services

Les revenus de la télésurveillance et des services pour la période terminée le 30 septembre 2005 ont été de 7 798 000 \$, lesquels sont légèrement plus élevés que ceux du trimestre précédent, soit une augmentation de 0,4 %. Au total des revenus de la télésurveillance et des services, 7 266 000 \$, ou 93,0 %, proviennent des revenus de télésurveillance, la différence, 532 000 \$ provient des services.

Installation :

Les revenus d'installation pour la période se terminant le 30 septembre 2005 étaient de 532 000 \$. Ces revenus sont plus bas de 8,0 % comparativement au trimestre précédent dû à la période estivale qui est un peu plus calme pour l'industrie.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation comptent trois grandes catégories :

- Les charges de télésurveillance et de service à la clientèle incluent tous les frais associés à la télésurveillance de nos abonnés, au service à la clientèle et aux appels de services des abonnés. Nos services de télésurveillance se font à partir de Québec, Montréal et Ottawa tandis que nos services à la clientèle sont offerts à Québec et Montréal. Ces services sont appuyés par notre réseau de techniciens-réparateurs et de distributeurs associés et autorisés;
- Les charges d'installation, de vente et de marketing incluent certains frais d'équipement, d'installation, d'enregistrement, de vente et de marketing reliés au recrutement;
- Les charges administratives incluent tous les frais reliés à la gestion du réseau d'abonnés et de l'entreprise.

Télésurveillance et service à la clientèle :

Les charges de télésurveillance et du service à la clientèle ont été de 1 958 000 \$, lesquelles sont plus élevées de 5,3 % comparativement à celles du trimestre précédent. Cette augmentation est due principalement à :

- L'incorporation de notre central de Montréal qui était en sous-traitance, aux activités de l'entreprise;
- La fermeture de notre service à la clientèle d'Ottawa et l'intégration de celui-ci à Montréal;
- Le nombre de déplacements de nos techniciens de service, en raison de la saison estivale qui fut anormalement chaude.

Installation, vente et marketing:

Les charges de l'installation, vente et marketing totalisent 479 000 \$. Ces dépenses représentent une diminution de 6,8 % comparativement au trimestre précédent, diminution qui est reliée à celle des revenus d'installation, en raison de la période estivale plus calme.

Charges générales et administratives :

Les charges générales et administratives sont de 1 476 000 \$, lesquelles sont légèrement moins élevées que ceux du trimestre précédent, soit une diminution de 1,1 %.

BAIIA

Pour le troisième trimestre 2005, le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement a été de 4 417 000 \$, comparativement à 4 476 000 \$ au deuxième trimestre, diminution qui provient de l'augmentation des coûts de télésurveillance et de service à la clientèle pour le trimestre.

Dépenses d'amortissement du réseau d'abonnés et immobilisations corporelles

Les dépenses d'amortissement ont été de 2 772 000 \$, ce qui est plus élevé que le trimestre précédent. L'augmentation de l'amortissement reflète un investissement accru dans le réseau d'abonnés net des produits d'abonnements initial de 1 685 000 \$. De plus, l'amortissement au troisième trimestre inclut l'amortissement total d'une période de trois mois des actifs achetés le 17 juin 2005 lors de la transaction avec Microtec dans laquelle 2 602 177 unités de Classe A ont été échangées pour des actifs ayant une juste valeur nette de 6 505 444 \$.

Dépenses d'intérêts et amortissement des autres éléments d'actifs

Les dépenses d'intérêts ont été de 740 000 \$ ce qui est plus élevé que le trimestre précédent de 28 000 \$. L'augmentation provient de l'opération qui a fixé le taux d'intérêt à un taux effectif de 5,50% qui est supérieur au taux du deuxième trimestre qui a été de 5,0 % (voir la section ci-bas sur les instruments financiers et la Note 3 afférente aux états financiers).

Bénéfice net

Ainsi, le bénéfice net de 785 000 \$ ou 0,031 \$ par part est inférieur au trimestre précédent qui se situait à 1 056 000 \$ ou 0,046 \$ par part.

Situation de trésorerie et source de financement

L'actif total au 30 septembre 2005 était de 114 894 000 \$, comparativement à 116 692 000 \$ au 30 juin 2005. Cette baisse au cours de ce trimestre est due, en partie, à une réduction des liquidités et à la réduction du réseau d'abonnés dont l'amortissement a été supérieur au montant capitalisé.

Pour la période terminée le 30 septembre 2005, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 2 658 000 \$ comparativement à un montant de 3 725 000 \$ pour le trimestre précédent. Cela est relié à la variation nette des soldes hors caisse, variation provenant principalement d'une augmentation de l'actif court terme et d'une diminution du passif à court terme. L'augmentation de l'actif court terme provient en majeure partie de l'accroissement des débiteurs qui s'explique par la période estivale. La diminution du passif à court terme provient principalement de la diminution des créiteurs et charges à payer, laquelle est reliée aux paiements d'honoraires professionnels encourus lors de la création du Fond, lesquels ont été enregistrés dans les créiteurs et charges à payer. De plus, une diminution des produits perçus d'avance ainsi des autres produits reportés expliquent également la réduction du passif à court terme.

Les activités d'investissement ont représenté un montant de 1 937 000 \$, relié en grande partie à l'investissement dans le réseau d'abonnés. Pour leur part, les activités de financement ont été négatives de 1 927 000 \$, sorties de fonds représentant essentiellement les distributions aux détenteurs de parts.

Indicateurs financiers non reconnus par les PCGR

BAIIA et liquidités disponibles ne sont pas des mesures du bénéfice reconnues par les PCGR et n'ont pas de définition prescrite par les PCGR. Donc, BAIIA et liquidités disponibles pour distributions peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires faites par d'autres entités. Les investisseurs doivent être conscients que BAIIA et liquidités disponibles pour distributions ne constituent pas des alternatives au bénéfice net qui est déterminé selon les PCGR comme indicateurs de performance ou aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement comme mesure de liquidités et de trésorerie.

BAIIA

BAIIA n'est pas un terme défini selon les PCGR canadiens mais, BAIIA améliore la compréhension des conditions financières, des résultats des opérations et des flux de trésorerie parce que BAIIA est utilisé par le Fonds pour satisfaire ses obligations touchant le service de la dette, ses immobilisations et d'autres besoins opérationnels, comme la fourniture de fonds pour acquérir de nouveaux comptes. De plus, BAIIA est utilisé par les prêteurs et dans le milieu de l'investissement pour déterminer la capacité courante d'emprunt et pour l'estimation de la valeur à long terme des sociétés qui ont des opérations récurrentes de flux de trésorerie.

Liquidités disponibles pour distribution

Liquidités disponibles pour distribution n'est pas un terme défini selon les PCGR canadiens mais est représenté par le Fonds comme BAIIA qui est réduit par le coût de remplacement de clients, les intérêts sur la dette et les dépenses en immobilisations de maintenance. La direction estime que liquidités disponibles pour distribution est une mesure de performance utile qui fournit aux investisseurs une indication du montant de liquidités disponibles pour la distribution aux porteurs d'unités. Les investisseurs doivent être conscients, cependant, que liquidités disponibles pour distribution ne doit pas être interprété comme une alternative à l'utilisation du bénéfice net ou de l'état des flux de trésorerie comme une mesure de rentabilité. De plus, la méthode de calcul de la distribution du Fonds peut différer de d'autres compagnies utilisant des méthodes similaires.

Pour la période se terminant le 30 septembre 2005, le Fonds a déclaré pour distribution 0,077 \$ par part comparé à des liquidités disponibles pour la distribution par part de 0,063 \$ générées selon le calcul ci-dessous. Pour la période, le Fonds déclare une distribution de 1 933 098 \$ comme expliqué à la Note 5 des états financiers ci-joints.

Le Fonds a débuté, au troisième trimestre, l'implantation de certaines mesures d'efficacité au niveau des centres de télésurveillance et du service à la clientèle. Ainsi, le BAIIA a été affecté d'un montant de \$65 000 provenant de l'intégration du sous-traitant de notre centre de télésurveillance de Montréal et la fermeture de notre service à la clientèle d'Ottawa, dépenses non récurrentes qui vont apporter une amélioration de l'efficacité future. Le Fonds a également investi en immobilisations un montant de 120 000 \$ durant le trimestre dans l'amélioration de ses installations, dépense qui sera financée au quatrième trimestre pour la vente de certains actifs immobilier. Enfin, durant le troisième trimestre, le Fonds a connu une augmentation de son attrition brute comparativement au deuxième trimestre qui est passé de 11,75% à 13,20%, dû à la période des déménagements dans la province de Québec. L'impact de cette augmentation a été de 145 000 \$ sur le coût de remplacement des clients. Ces différents événements ont eu comme résultat de faire diminuer les liquidités disponibles pour distributions de 1 913 000 \$ à 1 583 000 \$ pour le troisième trimestre de l'année fiscale 2005. La direction prévoit l'implantation de d'autres mesures d'efficacité au quatrième trimestre pour l'année fiscale 2005 et durant l'année fiscale 2006.

Liquidités disponibles pour la distribution et distributions

Période se terminant le 30 septembre 2005

(en milliers de dollars, sauf les montants par unité)

	Trois mois terminés le 30 septembre 2005	Trois mois terminés le 30 juin 2005	Six mois terminés le 30 septembre 2005
	\$	\$	\$
BAIIA	4 417	4 476	8 893
Moins :			
Intérêts sur les dettes	(739)	(693)	(1 432)
Dépenses en immobilisations de maintenance ^(a)	(142)	(20)	(162)
Coût de remplacement de clients ^(b)	(1 953)	(1 631)	(3 584)
Liquidités disponibles pour distributions	1 583	2 132	3 715
Liquidités disponibles pour distributions par part	0,063	0,093	0,155
Distributions aux porteurs de parts [Note 5]	1 933	1 975	3 908
Distributions aux porteurs de parts par part	0,077	0,087	0,164
Nombre moyen pondéré de parts pour la période (en milliers)	25 018	22 816	23 923

(a) Les dépenses d'immobilisations devraient augmenter au fur et à mesure que le Fonds implantera certaines mesures d'amélioration de l'efficacité.

(b) Coûts de remplacement de clients représentent les coûts pour acquérir de nouveaux comptes afin de remplacer les comptes perdus par suite de l'attrition. Les coûts du maintien de la clientèle sont nécessaires pour maintenir les revenus mensuels récurrents et l'encaisse distribuable du Fonds à leur niveau actuel. Pour maintenir le niveau de revenus mensuels récurrents, le Fonds utilise ses fonds pour remplacer les revenus mensuels récurrents grâce à son réseau de distributeurs associés, sa force de vente à l'interne, son centre d'appel, ainsi que par la vente de nouveaux services à valeur ajoutée à ses clients existants.

Arrangements hors-bilan

Au 30 septembre 2005, la Société n'a aucun arrangement significatif hors-bilan.

Opérations entre apparentés

Le Fonds est impliqué dans le cours normal de ses opérations dans une opération ayant une propriété commune. Ces transactions sont mesurées à un montant d'échange qui a été établi et accepté par les parties apparentées. Lors de l'achat par le Fonds des actifs de Securex Master Limited Partnership (« SMLP »), une entente de gestion pour la facturation et la gestion des distributeurs associés entre SMLP et Securex Financial Corp. datée du 1^{er} janvier 2003 a été assignée au Fonds.

Les frais de gestion payés à Securex Financial Corp. pour la période du 1^{er} juillet 2005 au 30 septembre 2005, ont été de 152 000 \$.

Instruments financiers

Le Fonds a conclu une opération pour fixer le taux d'intérêt sur son emprunt bancaire de 45 millions de dollars qui donne un taux d'intérêt effectif de 5,50 %. Le Fonds a conclu cette opération pour atténuer son risque face à une augmentation des taux d'intérêt (voir la Note 3 afférente aux états financiers).

Utilisation d'estimations

Lors de la préparation des états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes, tout particulièrement en ce qui a trait à la constatation et à l'évaluation de la dépréciation des actifs à long terme. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et les écarts pourraient être importants. De l'avis de la direction, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables décrites à la Note 2 afférente aux états financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie estimative.

Réseau d'abonnés

Le réseau d'abonnés est d'abord comptabilisé aux coûts directs liés au recrutement ou à l'acquisition de contrats d'abonnés. Les coûts directs de recrutement sont constitués des coûts directement liés à la signature d'un contrat. Ils comprennent principalement le coût du matériel, les frais d'installation, les frais initiaux directs tels les commissions, les paiements effectués aux recruteurs indépendants, les frais de branchement au réseau et les frais de publicité et de télémarketing. Les coûts directs de recrutement et d'acquisition de contrats d'abonnés sont amortis sur leur durée de vie estimative selon la méthode du solde dégressif au taux de 10 %. De même, les produits provenant des abonnements de service initial perçus auprès des clients à la signature des contrats sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 10 %. Les produits provenant de l'amortissement sont déduits de l'amortissement du réseau d'abonnés.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une dépréciation quand des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation plus sa valeur résiduelle. Si l'on considère que la valeur d'un actif a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Impôts sur les bénéfices

Aux fins de l'impôt sur le revenu, Premier fonds national de revenus AlarmCap est assujéti à l'impôt à titre de « fiducie de fonds commun de placement ». Conformément à la convention de fiducie, les fiduciaires ont l'intention de distribuer ou d'effectuer aux porteurs de parts du Premier fonds national de revenus AlarmCap la totalité du revenu imposable gagné directement par le Premier fonds national de revenus AlarmCap et de réduire ces distributions et affectations aux fins de l'impôt sur le revenu. Par conséquent, aucune provision pour impôt sur les bénéfices n'est requise.

**PREMIER FONDS NATIONAL DE REVENUS ALARMCAP
RAPPORT TRIMESTRIEL**

BILAN CONSOLIDÉ [Note 9]

(en milliers de dollars)

	30 septembre 2005 (non vérifié) \$	30 juin 2005 (non vérifié) \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	2 072	3 278
Débiteurs	3 397	3 296
Stocks	588	639
Charges payées d'avance	307	256
Total de l'actif à court terme	6 364	7 469
Immobilisations corporelles		
Réseau d'abonnés	103 545	104 137
Autres éléments d'actif	1 287	1 452
	114 894	116 692
PASSIF ET AVOIR DES PORTEURS DE PARTS		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	3 999	4 444
Produits perçus d'avance	5 185	5 346
Autres produits reportés	288	354
Distributions à payer	641	625
Total du passif à court terme	10 113	10 769
Dettes à long terme [Note 3]	48 405	48 399
Avoir des porteurs de parts		
Apport du fonds, net [Note 4]	58 443	58 443
Bénéfices nets cumulés	1 841	1 056
Distributions cumulées [Note 5]	(3 908)	(1 975)
Total de l'avoir des porteurs de parts	56 376	57 524
	114 894	116 692

Les états financiers consolidés intérimaires qui sont inclus dans le présent rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes du Fonds.

**PREMIER FONDS NATIONAL DE REVENUS ALARMCAP
RAPPORT TRIMESTRIEL**

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars, sauf les montants par unités)

	Trois mois terminés le 30 septembre 2005 (non vérifié) \$	Trois mois terminés le 30 juin 2005 (non vérifié) \$	Six mois terminés le 30 septembre 2005 (non vérifié) \$
Produits d'exploitation			
Télésurveillance et services	7 798	7 764	15 562
Installation	532	578	1 110
	8 330	8 342	16 672
Charges			
Télésurveillance et service à la clientèle	1 958	1 860	3 818
Installation, vente et marketing	479	514	993
	2 437	2 374	4 811
Bénéfices avant charges générales et administratives et autres éléments	5 893	5 968	11 861
Charges générales et administratives	1 476	1 492	2 968
	4 417	4 476	8 893
Amortissement du réseau d'abonnés et des immobilisations corporelles	2 772	2 603	5 375
Intérêts sur les dettes incluant l'amortissement des autres éléments d'actif à long terme	860	817	1 677
	3 632	3 420	7 052
Bénéfice net	785	1 056	1 841
<hr/>			
Bénéfice par part	0,031	0,046	0,077
Nombre moyen pondéré par part en circulation (en milliers)	25 018	22 816	23 923

Les états financiers consolidés intérimaires qui sont inclus dans le présent rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes du Fonds.

**PREMIER FONDS NATIONAL DE REVENUS ALARMCAP
RAPPORT TRIMESTRIEL**

ÉTAT CONSOLIDÉ DE FLUX DE TRÉSORERIE [Note 9]
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le 30 septembre 2005 (non vérifié) \$	Trois mois terminés le 30 juin 2005 (non vérifié) \$	Six mois terminés le 30 septembre 2005 (non vérifié) \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice net de la période	785	1 056	1 841
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :			
Amortissement des réseaux d'abonnés et des immobilisations corporelles	2 772	2 603	5 375
Amortissement des autres éléments d'actif	120	123	243
Variation nette des soldes hors caisse liés à l'exploitation	(1 019)	(57)	(1 076)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 658	3 725	6 383
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Réseau d'abonnés net des produits d'abonnements initial	(1 685)	(1 404)	(3 089)
Acquisitions d'entreprises [Note 1]	-	(72 940)	(72 940)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(142)	(20)	(162)
Acquisitions d'autres éléments d'actifs	(110)	(1 445)	(1 555)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 937)	(75 809)	(77 746)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation de la dette à long terme	12	45 003	45 015
Remboursement de la dette à long terme	(6)	(1 104)	(1 110)
Distributions aux porteurs de parts	(1 933)	(1 975)	(3 908)
Apport du fonds net	-	33 438	33 438
Flux de trésorerie liées aux activités de financement	(1 927)	75 362	73 435
Augmentation (diminution) nette des liquidités pour la période	(1 206)	3 278	2 072
Liquidités au début de la période	3 278	-	-
Liquidités à la fin de la période	2 072	3 278	2 072
Intérêts payés pour la période :	644	475	1 119

Les états financiers consolidés intérimaires qui sont inclus dans le présent rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes du Fonds.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1- NATURE DE L'ENTREPRISE

(en milliers de dollars)

Le Fonds est une fiducie à capital variable, non dotée de la personnalité juridique et à but limité créée en vertu des lois de la province de l'Alberta aux termes d'une déclaration de fiducie datée du 24 février 2005, modifiée et mise à jour le 4 mars 2005.

Le Fonds a été créé pour acquérir la quasi-totalité des actifs de Les Entreprises Microtec inc. (« Microtec ») et de Securex Master Limited Partnership (« Securex »).

Microtec, créée en 1989 à Québec, Province de Québec, s'est rapidement distinguée comme étant l'une des plus importantes sociétés de télésurveillance résidentielle au Canada avec quelque 94 000 abonnés au 30 septembre 2005.

Securex, créée en 1994 à Calgary, Alberta, offre du crédit distinct aux distributeurs et elle est propriétaire de comptes d'alarme. Au 30 septembre 2005, elle détenait 16 000 comptes clients. Elle offre des services groupés de financement, de facturation/d'administration et de télésurveillance aux distributeurs indépendants partout au Canada.

La répartition préliminaire du prix d'achat est résumée comme suit pour les deux opérations :

	Microtec \$	Securex \$	Total \$
Encaisse	2 000	-	2 000
Débiteurs	580	628	1 208
Charges payées d'avance	201	49	250
Immobilisations corporelles	3 614	75	3 689
Réseau d'abonnés	83 276	22 402	105 678
Créditeurs et charges à payer	(1 118)	(464)	(1 582)
Produits perçus d'avance	(4 708)	(690)	(5 398)
Autres produits reportés	(400)	-	(400)
	83 445	22 000	105 445
Contrepartie payée			
Encaisse	74 940	-	74 940
Parts	7 505	17 500	25 005
Billets à payer à un actionnaire minoritaire	1 000	-	1 000
Billet à demande	-	1 000	1 000
Billet à terme	-	3 500	3 500
	83 445	22 000	105 445

La répartition du prix d'achat ci-dessus est préliminaire. La répartition finale du prix d'achat se fondera sur la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge au 16 mars 2005. Au 10 novembre 2005, la direction du Fonds n'avait pas encore terminé cette évaluation. Un ajustement de 418 000 \$ a été apporté, au 30 septembre 2005, dans la section du réseau d'abonnés, qui représente certains passifs de Microtec qui ont été pris en charge par le Fonds. Le réseau d'abonnés peut comprendre d'autres actifs incorporels qui pourraient être identifiés et évalués séparément. Ainsi, la répartition finale du prix d'achat pourrait différer de la répartition préliminaire figurant aux présentes.

2- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

Lors de la préparation des états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers et les Notes afférentes, tout particulièrement en ce qui a trait à la constatation et à l'évaluation de la dépréciation des actifs à long terme. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et les écarts pourraient être importants. De l'avis de la direction, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes du Fonds et de ses filiales.

Constatation des produits

Les produits découlant de l'installation sont constatés une fois l'installation achevée. Les produits provenant d'activités de télésurveillance et de services sont constatés lorsque les services sont rendus. Les produits perçus d'avance à l'égard de services à rendre au cours du prochain exercice sont présentés dans le passif à court terme. Les produits provenant des abonnements de service initial perçus auprès des clients à la signature des contrats sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 10 %.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé en utilisant la méthode de l'épuisement successif.

Actifs à long terme

Les actifs à long terme comprennent les immobilisations corporelles, le réseau d'abonnés et les autres éléments d'actif à long terme.

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie estimative selon les méthodes et taux suivants :

	Méthode	Taux
Bâtiments	Dégressif	4 %
Mobilier et équipement	Dégressif	20 %
Matériel informatique et logiciels	Linéaire	33 1/3 %
Améliorations locatives	Linéaire	sur la durée du bail

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [suite]

Actifs à long terme [suite]

b) Réseau d'abonnés

Le réseau d'abonnés est d'abord comptabilisé aux coûts directs liés au recrutement ou à l'acquisition de contrats d'abonnés. Les coûts directs de recrutement sont constitués des coûts directement liés à la signature d'un contrat. Ils comprennent principalement le coût du matériel, les frais d'installation, les frais initiaux directs tels les commissions, les paiements effectués aux recruteurs indépendants, les frais de branchement au réseau et les frais de publicité et de télémarketing. Les coûts directs de recrutement et d'acquisition de contrats d'abonnés sont amortis sur leur durée de vie estimative selon la méthode du solde dégressif au taux de 10 %. De même, les produits provenant des abonnements de service initial perçus auprès des clients à la signature des contrats sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 10 %. Les produits provenant de l'amortissement sont déduits de l'amortissement du réseau d'abonnés.

c) Autres éléments d'actif à long terme

Les autres éléments d'actif à long terme sont des dépenses de financement reliés à un prêt bancaire et sont amortis sur la base linéaire sur ce prêt à terme de 3 ans.

d) Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une dépréciation quand des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation plus sa valeur résiduelle. Si l'on considère que la valeur d'un actif a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Impôts sur les bénéfices

Aux fins de l'impôt sur le revenu, Premier fonds national de revenus AlarmCap est assujéti à l'impôt à titre de « fiducie de fonds commun de placement ». Conformément à la convention de fiducie, les fiduciaires ont l'intention de distribuer ou d'effectuer aux porteurs de parts du Premier fonds national de revenus AlarmCap la totalité du revenu imposable gagné directement par le Premier fonds national de revenus AlarmCap et de réduire ces distributions et affectations aux fins de l'impôt sur le revenu. Par conséquent, aucune provision pour impôt sur les bénéfices n'est requise.

Résultat par part

Le résultat de base par action a été calculé d'après le nombre moyen pondéré par part de fiducie de catégorie A et par part de fiducie de catégorie B en circulation pendant l'année.

3. DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	30 septembre 2005 (non vérifié) \$	30 juin 2005 (non vérifié) \$
Emprunt bancaire à terme (a)	44 905	44 899
Billet à terme (b)	3 500	3 500
	48 405	48 399

a) Emprunt à terme, échéant en mars 2008, à la Banque Nationale du Canada à taux fixe, portant intérêt à un taux de 4,82% jusqu'en avril, 2006, de 5,50% jusqu'au 4 avril 2007 et de 6,00% jusqu'au 17 mars 2008 (taux effectif de 5,50 %).

b) Billet à terme en faveur de Securex Master Limited Partnership échéant le 28 avril 2009 qui porte un intérêt de 9 % par année, payable trimestriellement à partir 31 mars 2005.

4. APPORT DU FOND

(en milliers de dollars, sauf les unités)

Émises et entièrement payées	30 septembre 2005 (non vérifié) \$	30 juin 2005 (non vérifié) \$
18 017 561 parts du Fonds de catégorie A	44 505	44 505
7 000 000 parts du Fonds de catégorie B	17 500	17 500
Moins les dépenses de l'émission :	(3 562)	(3 562)
	58 443	58 443

Les parts du Fonds ont été émises comme suit:

- Le 10 mars 2005, émission de 615 384 parts de fiducie de catégorie A à un investisseur en contrepartie du transfert et de l'affectation par cet investisseur au Fonds de certains droits sur les créances qu'un autre groupe d'investisseurs potentiels avait ou pourrait avoir contre Microtec pour une juste valeur de 1 000 000 \$.
- Le 16 mars 2005, émission de 14 800 000 parts de fiducie de catégorie A à divers investisseurs accrédités au terme d'un placement privé à un prix de 2,50 \$ par part du Fonds de catégorie A pour une contrepartie au comptant brute de 37 000 000 \$.
- Le 16 mars 2005, émission à Securex Master Limited Partnership de 7 000 000 de parts de fiducie de catégorie B du Fonds, ces parts du Fonds de catégorie B ayant une valeur totale de 17 500 000 \$.
- Le 17 juin 2005, émission de 2 602 177 parts de fiducie de catégorie A d'une juste valeur 6 505 444 \$ en échange de la totalité des actions avec droit de vote subalterne et de la totalité des actions avec droit de vote multiple du capital social de Les Entreprises Microtec inc.

5. DISTRIBUTION DÉCLARÉE

Pour la période se terminant le 30 septembre 2005, le Fonds déclare les distributions suivantes :

Part de fiducie de catégorie A :

Période	Date de clôture	Date de paiement	Distribution par unité	Total \$
Juillet 2005	31 juillet 2005	31 août 2005	0,0276	497 334
Août 2005	31 août 2005	30 septembre 2005	0,0276	497 334
Septembre 2005	30 septembre 2005	31 octobre 2005	0,0276	497 334
				1 492 002

Part de fiducie de catégorie B :

Période	Date de clôture	Date de paiement	Distribution par unité	Total \$
Juillet 2005	31 juillet 2005	31 août 2005	0,0212	148 630
Août 2005	31 août 2005	30 septembre 2005	0,0212	148 630
Septembre 2005	30 septembre 2005	31 octobre 2005	0,0205	143 836
				441 096
Distribution totale pour la période de 3 mois terminée le 30 septembre 2005				1 933 098
Distribution totale pour la période de 3 mois terminée le 30 juin 2005				1 975 220
Distribution totale au 30 septembre 2005				3 908 318

6. INFORMATION SECTORIELLE

Le Fonds a déterminé qu'il y a 2 entités d'affaires séparées. Le Fonds exploite tant les affaires de Microtec que celles de Securex. Le Fonds planifie de faire fonctionner les deux sociétés comme des unités d'affaires séparées substantiellement de la même façon qu'elles fonctionnaient auparavant.

	Microtec		Securex	
	\$		\$	
	3 mois	6 mois	3 mois	6 mois
Produits d'exploitation				
Télésurveillance et services	6 539	13 032	1 259	2 530
Installation	532	1 110	-	-
	7 071	14 142	1 259	2 530
Charges				
Télésurveillance et service à la clientèle	1 736	3 369	222	449
Installation, vente et marketing	479	993	-	-
	2 215	4 362	222	449
Bénéfice avant charges générales et administratives et autres éléments	4 856	9 780	1 037	2 081

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) *Juste valeur*

Pour certains des instruments financiers du Fonds, dont l'encaisse, les débiteurs, les créditeurs et autres emprunts, les valeurs comptables se rapprochent de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

La facilité de crédit bancaire du Fonds et le billet à terme présentés dans la dette à long terme sont comptabilisés comme des montants se rapprochant de leur juste valeur.

b) *Risque de crédit*

Le Fonds est exposé à un risque de crédit en ce qui concerne ses débiteurs. En vue de réduire ce risque, la société effectue des évaluations de solvabilité de ses clients. De même, les débiteurs sont constitués de sommes à recevoir de nombreux clients dont les soldes individuels sont peu importants. Des provisions sont constituées et maintenues à l'égard des pertes éventuelles.

c) *Risque de taux d'intérêt*

La facilité de crédit bancaire porte intérêt à des taux fixes, tel que décrit à la Note 3.

8. ÉVENTUALITÉS

Le Fonds et ses filiales peuvent devenir défenderesses dans diverses poursuites dans le cours normal des affaires. Le Fonds prévoit se défendre vigoureusement contre ces réclamations au fur et à mesure qu'elles pourraient survenir.

9. TRANSACTIONS ANTÉRIEURES AU 1^{ER} AVRIL 2005

Le Fonds a commencé à opérer le 1^{er} avril 2005, les transactions antérieures à cette date sont incluses dans ces états financiers trimestriels. Ces transactions sont principalement décrites dans les Notes 1, 3 et 4.